

LA LETTRE D'INFORMATION DU DÉPUTÉ EUROPÉEN JEAN-LUC MÉLENCHON

Un mandat de combat

Trois mandats dans une assemblée dominée sans partage par la droite m'ont appris à «tenir la tranchée», comme on le dit à gauche, au Sénat. La boussole est simple : ne jamais perdre de vue la défense de l'intérêt général de notre peuple face à l'intérêt dominant des puissants. Au Parlement européen, ce devoir d'opposition frontale est encore plus impérieux ! Cette assemblée est en effet désormais totalement imprégnée d'ultralibéralisme et d'atlantisme. Survivants dans un océan d'abstentions, ses élus se comportent volontiers comme une oligarchie suspendue au-dessus des peuples, de leurs besoins et de leurs souffrances. L'Europe de la concurrence libre et non faussée continue ainsi son cours imperturbable, aveugle face à l'urgence sociale comme à la catastrophe écologique. Et quand le Parlement européen a des velléités timides de s'affranchir du cours libéral tracé pour l'Europe, la Commission le ramène dans le moule, quitte à le faire revoter jusqu'à ce qu'il donne la «bonne» réponse attendue par les puissants. Ainsi de la directive postale ou de la Bolkestein. Nous avons déjà connu ça à l'encontre des peuples, dorénavant sommés de revoter tant qu'ils n'ont pas dit «oui».

Plus que jamais, je tiens donc la tranchée à Bruxelles et à Strasbourg. Vous verrez dans ce compte rendu que je tente de prendre ma part pour donner de l'écho aux urgences qui impliquent chaque jour les citoyens : licenciements boursiers, services publics, crise écologique. Sans oublier la lutte pour la paix contre la marche à la guerre impulsée par l'empire états-unien sur lequel l'Europe est lamentablement alignée. Je tiens la tranchée de l'écologie, du socialisme et de la République. Il n'y a pas d'autre moyen si l'on veut garder en vue le cap d'une politique de gauche pour gouverner demain autrement en France et en Europe.

Jean-Luc Mélenchon



ACTIVITÉS PARLEMENTAIRES

ELECTIONS EUROPÉENNES ET INSTALLATION DU NOUVEAU PARLEMENT

7 Juin 2009 : le Front de Gauche dans les urnes

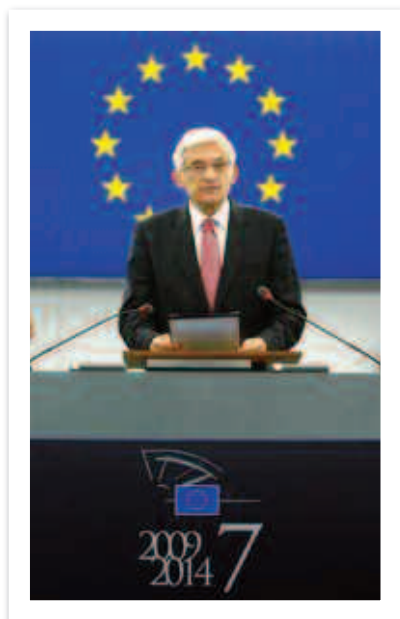


La campagne européenne du Front de Gauche de mars à juin 2009 nous a largement replongés dans l'ambiance de la campagne référendaire de 2005. Nous avons été portés par la mobilisation de nombreux milieux de gauche, syndicalistes, politiques, associatifs et intellectuels, pour lesquels notre Front de Gauche est souvent apparu comme la seule offre politique unitaire clairement à gauche dans cette campagne. Une dynamique qui avait parfois un goût de Front populaire, en particulier **dans le Sud-Ouest où la liste que je conduisais avec la communiste Cathy Daguerre a réussi à mobiliser des électeurs de toute la gauche pour atteindre 8,15 %, soit le meilleur score du Front de Gauche au niveau national.** Mais nous n'oublions pas non plus l'océan d'abstentions par lequel le peuple a largement signifié son refus d'une Europe confisquée par les élites libérales. D'autant que nous avons aussi été confrontés au mur de l'indifférence médiatique, qui a par exemple conduit France 3 à exclure les candidats du Front de Gauche de plusieurs débats régionaux, à commencer par le Sud-Ouest où je n'ai pas été invité alors que le Front national l'était. Sans parler de la confiscation du débat public par les partis du traité de Lisbonne, UMP, PS, Verts et Modem qui multipliaient les promesses incompatibles avec le traité qu'ils soutenaient tous en dépit du vote populaire de 2005.

Rentrée des nouveaux députés GUE-NGL
à Bruxelles

Les 16 et 17 juin se tenaient à Bruxelles les premières réunions des groupes politiques du Parlement européen suite aux élections du 7 juin. L'essentiel de l'activité du Parlement européen se concentre en effet à Bruxelles où se tiennent les réunions de groupes politiques et de commissions et où l'essentiel des services du Parlement est implanté. Le tout sur un site aux dimensions et à l'architecture totalement démesurée, comme si les institutions européennes avaient cherché à compenser par le gigantisme des locaux les pouvoirs limités de ce Parlement. Ce fut l'occasion pour les députés, anciens et nouveaux, du groupe de la Gauche Unie européenne (GUE) de se rencontrer et d'échanger sur le bilan politique des élections. Des réunions qui ont permis aux nouveaux élus français Patrick Le Hyaric, Marie-Christine Vergiat, Elie Hoarau et moi-même (sans oublier Jacky Hénin, réélu) de présenter la dynamique nouvelle créée en France par le Front de Gauche et sa déclinaison ultra-marine l'Alliance des Outre mer. L'occasion également pour moi de présenter le travail et l'analyse du Parti de Gauche à mes collègues et camarades particulièrement attentifs à ce signal de réinvention de la gauche venu de France. Le bilan qui ressort de ces échanges européens fut en tout cas particulièrement contrasté, entre les pays où l'autre gauche a conforté ou amélioré ses positions comme en Allemagne, en France, au Portugal, en République tchèque, en Grèce et à Chypre, et les pays où l'autre gauche est terrassée par ses divisions comme en Italie où elle se retrouve sans aucun élu alors qu'elle comptait 7 eurodéputés sortants. Tous ont en tout cas signalé l'étouffement de la campagne par le PPE et le PSE dont la convergence sur le Traité de Lisbonne et sur le soutien à la commission Barroso a souvent empêché un véritable débat argumenté.





1^{ère} session plénière
à Strasbourg
le 14 juillet

Collusion PSE/PPE pour élire le Président du Parlement

La rentrée parlementaire officielle s'est faite un 14 juillet, jour anniversaire de la prise de la Bastille en France. Mais le Parlement n'a que faire de ce glorieux symbole, lui préférant celui de la très catholique couronne aux

douze étoiles et l'élection du très conservateur Jerzy Buzek, chante polonais de la privatisation à tous crins. Elu par 555 voix pour 736 députés, il doit son titre de président aux voix du groupe des sociaux-démocrates qui ne présentaient aucun candidat contre lui. Seul le groupe GUE/NGL dont je fais partie, présentait une candidate en la personne de la Suédoise Eva-Britt Svensson. Une preuve supplémentaire que seul notre groupe politique représente une alternative à l'euro libéralisme actuel.

2^e session plénière à Strasbourg

Résister à la réélection de Barroso

Après l'élection de Monsieur Buzek en juillet, voici venu septembre et l'heure de la réélection de Monsieur Barroso. Même crime, mêmes complices, et même victimes : les peuples. Une élection sans suspens avec un seul candidat. On a néanmoins laissé le loisir d'intervenir avant de procéder au vote.

Voici mon intervention en séance plénière :

«Monsieur le candidat à la présidence, les institutions ne permettent pas à la gauche de présenter un candidat. Nous dénonçons cette situation de candidature unique et les accords politiques entre gouvernements de droite et les sociaux-démocrates qui la rendent possible. En effet cette situation nie l'existence d'une large opinion européenne totalement opposée au modèle de construction libérale de l'Europe que vous incarnez. Ce modèle est celui qui précipite l'idéal européen dans un abîme d'abstentions hostiles aux élections européennes notamment dans les nouveaux Etats membres. Ce fait ne vous tire pas un mot de commentaires. Ce modèle est celui qui a transformé le rêve d'une Europe protectrice en une machine à détruire nos droits sociaux, nos industries nationales et qui dresse les peuples les uns contre les autres pour gagner leur pain. De plus en plus nombreux sont ceux qui disent : «d'Europe il ne vient jamais rien de bon !» Monsieur Barroso vous n'avez pas vu venir le désastre financier et la catastrophe écolo-

gique en dépit des nombreux avertissements qui vous ont été adressés. Au contraire, vous l'avez facilité avec cette dictature de la concurrence libre et non faussée qui étouffe nos sociétés, détruit l'esprit civique et nos services publics. Et maintenant vous changez les mots pour ne pas changer les choses. Mais votre programme se résume en une phrase : «dorénavant ce sera comme auparavant». C'est pourtant d'un grand changement dont nous avons besoin pour tourner la page du passé de ce système archaïque du capitalisme financier et du productivisme ! Les crises vont s'aggraver, nous le savons tous. Le changement pourrait donc commencer par le refus de vous investir. C'est pourquoi notre délégation vous refuse ses suffrages.»

Suit le vote, sans surprise. Vous trouverez ci-dessous le communiqué que j'ai diffusé en réaction à cette réélection ainsi que mon intervention

Barroso réélu avec l'aide du PSE



«Encore Barroso ! Rien ne change! Ni le désastre financier ni la catastrophe écologique n'y feront donc rien. Barroso encore et toujours! L'Union européenne est un monde aveugle et sourd au

moment actuel de l'Histoire. Dans ce contexte, l'attitude du PSE, premier parti de gauche en Europe, est particulièrement odieuse.

Après avoir fait campagne contre l'Europe libérale de M. Barroso lors des élections européennes, les eurodéputés du PSE viennent, par leur abstention et le vote favorable d'un bon nombre d'entre eux, de rendre possible la réélection de José Manuel Barroso à la présidence de la Commission européenne. Pourtant rien dans les orientations présentées par Barroso aux eurodéputés ne montre le moindre changement dans la politique de la future commission européenne. Barroso se prononce en effet pour la «défense acharnée du marché unique et des règles de concurrence», il continuera donc la même politique qui ruine nos services publics et détruit nos droits sociaux. C'est pour cela qu'avec l'ensemble des eurodéputés de la Gauche Unie européenne, j'ai voté contre la réélection de Barroso.

Le vote du PSE démontre, comme je l'avais annoncé, que les socialistes ont menti aux électeurs en les appelant à voter pour le PSE pour s'opposer à Barroso. C'est tout l'inverse. La politique libérale de Barroso va continuer en Europe grâce aux sociaux-démocrates.

Ce vote, après le soutien de 7 gouvernements sociaux-démocrates européens à Barroso, confirme la dissolution de la social-démocratie dans le social-libéralisme et son incapacité à devenir une alternative à la droite. En France comme en Europe, une autre locomotive est aujourd'hui nécessaire pour la gauche.»

Mini-session à Bruxelles le 11 novembre : Célébrer la paix ou le marché ?

Ce 11 novembre, la mini-session bruxelloise nous prive de la célébration de cette date pourtant symbolique pour l'Europe.

Ce fut le cas déjà le 14 juillet, fête de la Révolution française de 1789 qui, selon le poète allemand Goethe, «ouvrit l'ère moderne». Qui peut ne pas se sentir concerné comme européen par la célébration du 14 juillet français ? A part le Vatican et les monarchistes ? De même pour le 11 novembre. Cette date célèbre le Cessez-le-feu et la fin de la plus grande tuerie de l'histoire humaine. Et la fin victorieuse d'un conflit contre le pangermanisme qui a valu trois guerres au continent. Trois guerres contre le pangermanisme, trois guerres provoquées par les compétitions libres et non faussées entre capitalismes nationaux, des millions de morts, des millions de

blessés, des milliards de destruction, la Shoa, tant de meurtres industrialisés dont la matrice est dans la guerre de 1914, c'est le sens de tout cela qui est contenu, d'une façon ou d'une autre, dans la célébration du Cessez-le-feu du 11 novembre !

Nous avons fait l'Europe pour dire : plus jamais la guerre, vive la paix ! Eux la font pour dire : plus jamais le socialisme, vive le marché !



Deux lieux, deux célébrations, deux significations. Nous avons fait l'Europe pour dire : plus jamais la guerre, vive la paix ! Eux la font pour dire : plus jamais le socialisme, vive le marché ! Au Parlement européen, la chute du mur est un prétexte de plus pour la célébration de l'idéologie du marché et de sa prétendue liberté. En ce jour, mon cœur et mon esprit sont parmi les nôtres, ceux qui après qu'on leur ait tué Jaurès,

ont fait leur devoir de pauvres diables mourant par millions «au champ d'horreur» comme l'a chanté Jacques Brel et envers qui nous avons un devoir de fidélité. Parmi ces devoirs il est bon de se souvenir, d'une part, que la Révolution de 1917, fut une réponse populaire pour tourner la page du système qui provoquait ces boucheries et, d'autre part, que si les Soviétiques étaient à Berlin c'est – parce qu'ils ont d'abord deux dizaines de millions de morts – pour chasser de chez eux et du pouvoir les nazis allemands, lettons et autres qui les avaient envahis et martyrisés de sorte que notre liberté en est l'héritière avant de l'être, dans le temps, de la chute du mur.

MON DERNIER LIVRE



«Sous la conduite de la social-démocratie, la gauche historique est menacée de dissolution dans toute l'Europe. Cela au moment où déferle une terrible crise du capitalisme dans un contexte de marche au désastre écologique. Une autre locomotive est donc nécessaire pour la gauche. L'enjeu est de construire une alternative majoritaire pour dépasser le capitalisme et rompre avec le productivisme. Comment ? La création du Parti de Gauche exprime en France une réponse qui s'observe dans de nombreux pays après l'exemple de «Die Linke» en Allemagne. L'alliance du Parti de Gauche avec le Parti Communiste et Gauche Unitaire dans le «Front de gauche» a ouvert la voie de ce renouveau sous une forme originale. Elle est fondatrice depuis le résultat acquis aux élections européennes. Ce recueil rassemble quelques textes de Jean-Luc Mélenchon qui éclairent cette démarche et lui proposent un projet politique et électoral pour s'enraciner et s'élargir dans les années qui viennent.»

En librairie ou sur commande <http://www.cafe-republique.fr/bdcCF.html>

L'AVEUGLEMENT LIBÉRAL DE L'UE CONTRE L'EUROPE SOCIALE

Les sinistrés de la tempête Klaus auront attendu neuf mois que l'UE délibère sur leur sort

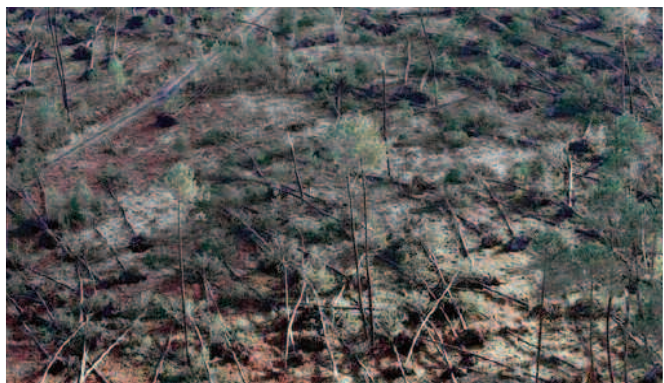
«Il aura fallu pas moins de neuf mois aux divers organes de l'Union européenne pour que le 16 septembre une aide de 109 377 165 euros soit allouée à la France pour faire face aux dégâts causés par la tempête Klaus qui s'est abattue sur le Sud-Ouest du pays les 23 et 24 janvier dernier. Mais, lors du vote au Parlement européen, il aura quand même manqué 23 voix contre (parmi lesquelles celle de Monsieur Cohn-Bendit) et 6 abstentions.



Le retour de la directive Bolkestein

La directive Bolkestein a une héritière. Elle s'appelle «directive services». Il en était question jeudi 12 novembre au Parlement européen. Mais il s'agissait seulement de faire le point sur son application. Pas de voter ou de changer quoique ce soit à son contenu libéral. Car après l'épisode Bolkestein, une nouvelle mouture a été rédigée et adoptée par le parlement européen. C'était le 16 février 2006. Cette deuxième version a franchi une à une, toutes les étapes que doit parcourir un texte européen. D'abord le Parlement a adopté par 394 voix pour, 215 voix contre et 33 abstentions le rapport sur le sujet de Mme Evelyn GEBHARDT, du Parti Socialiste Européen (PSE). Pour mémoire soulignons que la droite n'avait alors que 268 députés, les libéraux d'ALDE 88, le PSE 200, les Verts 42 et la GUE/NGL 41... Une fois de plus donc, le PSE a donc massivement contribué à l'adoption de cette directive libérale. 137 eurodéputés PSE ont voté pour, dont le président du PSE Poul Nyrup Rasmussen et le président du groupe socialiste, Martin Schulz. Seuls les députés socialistes français ont voté contre, à l'exception de Michel Rocard qui a voté pour. Les députés Verts ont voté contre. Les libéraux ont voté pour, y compris Marielle de Sarnez.

Le champ de la libéralisation prévue est potentiellement très large. D'après son article 2, la directive s'applique en effet à tous les services fournis par les prestataires ayant leur établissement dans un État membre. L'article 4 définit la notion de «service» comme toute activité économique non salariée, exercée normalement contre rémunération. Quant au «prestataire», il s'agit de toute personne physique ou morale ressortissante d'un État membre qui offre ou fournit un service. On se demande ce qui peut échapper à de telles «définitions» ! Certes il y a des dérogations partielles pour les services publics. Partielles seulement, il ne faut pas rêver ! Parce que certains sont directement et explicitement inclus tels que les services postaux, la distribution d'électricité, de gaz, d'eau, le



Catastrophe naturelle majeure avérée, avec 3,8 milliards d'euros de dégâts estimés, la tempête Klaus et ses conséquences faisaient partie des cas reconnus comme prioritaires dans le cadre du Fonds de solidarité de l'Union européenne. Neuf mois de délibérations pour une priorité ! Si ce n'était pas si tristement absurde, on rirait de l'abîme qu'il y a entre la lenteur de la mise en œuvre de ce Fonds et la volonté affichée par ses créateurs de «permettre, par une prise de décision **rapide**, d'engager et de mobiliser, **dans les plus brefs délais**, les ressources financières spécifiques» (**Règlement CE 2012/2002 du Conseil du 11 Novembre 2002 instituant le Fonds de solidarité de l'Union européenne**).

Le plan français de sauvetage de la forêt landaise avait déjà dû attendre 5 mois pour être autorisé par la Commission européenne qui le suspectait de violer la libre concurrence. Pendant ce temps, 40 millions de mètres cubes pourrissaient et les coûts de sauvetage augmentaient faute de déblocage des aides à temps ! On se rappellera pourtant qu'à l'automne, la Commission avait donné en urgence son feu vert à un plan bien plus considérable quand il s'agissait de sauver les banques ! Une preuve supplémentaire, s'il en fallait, de l'inefficacité chronique auquel son dogmatisme libéral conduit l'Union européenne.»

traitement des déchets. Mais aussi l'éducation et la culture pour les compartiments de ces secteurs que les Etats décident ou non d'ouvrir à la concurrence. Echaudée par l'émeute anti-Bolkestein, la Commission, très habile, le 4 avril 2006, rend une proposition de directive bien réécrite dans laquelle elle inclut les modifications votées par le Parlement européen. Le 24 juillet 2006. Le Conseil des ministres, c'est-à-dire les Etats nations qui constituent l'Union européenne, approuvait la proposition modifiée de la Commission sans y apporter de modifications notables. Et, enfin, le 15 novembre 2006, c'est le triomphe du texte. Le Parlement européen adopte, sans l'amender, en deuxième lecture, la proposition de la Commission avalisée par le Conseil. Qui vous a parlé de tout ça dans la campagne des européennes à part le Front de Gauche ?

Et en France ?

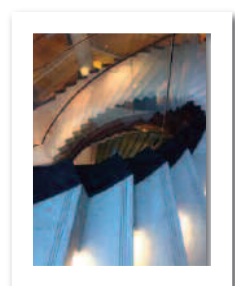
Très peu d'informations sont disponibles sur la transposition en France de cette horreur anti-sociale pourtant prévue pour le 28 décembre 2009. Le gouvernement est particulièrement discret sur la question.

Voici des morceaux choisis des rapports sénatoriaux écrits sur cette transposition qui donnent l'ambiance et m'évitent de longs développements moins bien écrits :

«Le gouvernement français a abandonné l'objectif, qu'il avait initialement envisagé, de déposer un projet de loi-cadre pour transposer la « directive services ». «Une loi-cadre de transposition pourrait en effet servir d'«épouvantail» à tous ceux qui seraient tentés d'instrumentaliser un exercice essentiellement technique à des fins électorales. Elle ne doit pas constituer un prétexte à la «cristallisation» des mécontentements de tous ordres, d'autant plus nombreux en période de crise.» (rapport Bizet du Sénat, juin 2009). Vous avez bien lu : il s'agit délibérément de sortir le sujet du débat public et d'empêcher que le mouvement social s'en empare.

La bonne méthode pour ne pas se faire repérer c'est de saucissonner la transposition. C'est ce que confirme le rapport sénatorial : *«L'abandon par le gouvernement français d'une loi-cadre de transposition conduit à instiller plusieurs dispositions de nature technique à l'occasion de l'examen de différents projets ou propositions de loi afin de mettre la législation française en conformité avec les prescriptions de la directive. Cette méthode est sans doute moins lisible, tant pour les parlementaires que pour l'opinion publique, mais elle permet, en «technicisant» la transposition, d'éviter l'apparition de polémiques stériles.» (rapport Bizet du Sénat, juin 2009).*

Les polémiques stériles, c'est ce qu'on appelle le débat démocratique dans d'autres pays



Voici, pèle-mêle, quelques exemples des premières mesures de transposition qui sont passées sans crier gare.

Ainsi la loi de modernisation de l'économie de 2008 comporte des mesures de transposition pour déréglementer l'urba-

nisme commercial. En effet certaines obligations comme le recours préalable à des tests économiques pour autoriser les implantations de grandes surfaces étaient en effet considérées par la Commission comme des entraves à la concurrence au sens de la directive services.

On trouve aussi des mesures de transposition dans la loi de développement et de modernisation des services touristiques de 2009. Elle prévoit notamment que l'activité d'agence de voyage ne devra plus nécessairement être exercée de manière exclusive. Cette clause de spécialisation était une garantie contre la prolifération d'agences de voyages bidons sans véritable assise professionnelle ou financière.

Plus inattendu, la transposition de la «directive services» est aussi allée se nicher dans la loi de réforme de l'hôpital. Pour alléger les modalités d'autorisation et de contrôle des établissements et services médico-sociaux, là encore jugées attentatoires à la libre concurrence... Avec le risque de dérapage que l'on peut facilement imaginer au détriment d'un public souvent démun.

Le dogmatisme libéral jusqu'au bout malgré la crise

Dans sa version de juin 2009, le rapport du sénateur Bizet craignait qu'avec la crise, le contexte ne soit plus porteur pour la transposition de la directive services. *«Il est à craindre, soupire le sénateur, que la crise financière et économique, et ses conséquences notamment sociales, qui affecte l'ensemble de l'Union européenne, ne relègue la transposition de la directive au second rang des priorités de bien des États membres.»* En effet ! C'est ce que devraient faire des gens censés, après le désastre produit par les déréglementations en matière financière ! Le bon sens le plus élémentaire commanderait en effet de mettre la directive services à la poubelle. Elle va être transposée en droit français. La crise va donc s'aggraver. L'Europe devait être la solution, elle est le problème.



Nokia : accompagner ou empêcher les licenciements boursiers ?

Le groupe finlandais Nokia s'était installé en Rhénanie du Nord à grand renfort de subventions de l'Etat allemand, du Land et de l'UE dans les années 80. Début 2008, son président déclarait «*En raison de changements du marché et d'exigences croissantes en termes de coûts, la production de téléphones portables en Allemagne a cessé d'être pertinente pour Nokia*» et décidait de licencier massivement pour délocaliser sa production en Roumanie.

Voici mon explication de vote concernant l'attribution d'une aide européenne à ces salariés licenciés. Une aide limitée et très strictement encadrée, appelée «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» :

«C'est en pensant aux salariés de Nokia injustement licenciés que nous votons pour ce texte. Mais nous tenons à le souligner, nous ne nous satisfaisons pas d'avoir à voter pour un peu de «moins pire» dans le pire : une aide à la recherche d'emploi dans le cadre de licenciements massifs absurdes de la part du numéro un mondial de la téléphonie mobile, Nokia, licenciements conçus ici comme un des aléas d'une mondialisation dont nous devrions nous accommoder.

Nous dénonçons cette logique d'«ajustement» à la mondialisation, puisque c'est ainsi que l'Union européenne nomme des drames sociaux et humains comme celui-ci, qui voit des entreprises enregistrant des bénéfices records délocaliser pour faire plus de profits, ruinant la vie de centaines de travailleurs et de toute une région. Ce palliatif charitable (le Fonds d'ajustement à la mondialisation) ne peut faire oublier que l'Union européenne est en fait directement responsable du drame que vivent les salariés licenciés du fait de son option pour la concurrence libre et non faussée.

Plutôt que d'accompagner ces «ajustements» aux aléas monstrueux de l'économie capitaliste mondialisée, l'Union européenne devrait interdire de telles pratiques et protéger les citoyens européens.»

DELL ne peut pas s'affranchir de l'intérêt général

Mercredi 25 novembre, nous devons nous prononcer sur l'attribution d'une nouvelle aide au titre du «Fonds d'ajustement à la mondialisation». Ces aides, très strictement encadrées, sont destinées aux travailleurs qui, selon l'intitulé même de ce Fonds, sont relayés au rang de «variable d'ajustement» d'une mondialisation conçue comme bénéfique et dans laquelle les délocalisations sont nécessaires.

Le cas sur lequel nous nous penchions ce jour-là était celui de l'entreprise texane DELL, le numéro deux mondial de l'infor-



matique, rien de moins ! DELL a délocalisé son usine de production de l'Irlande vers la Pologne avec le soutien de la Commission européenne.

Voici mon explication de vote :

«C'est en pensant aux travailleurs irlandais et belges victimes de la mondialisation néolibérale que nous votons pour ce rapport et l'octroi des aides au titre du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation.

Cependant, nous dénonçons vigoureusement la logique qui veut qu'on considère les drames sociaux et humains vécus par les travailleurs européens comme de simples «ajustement» nécessaires à la bonne marche de la mondialisation néolibérale. Il est totalement inadmissible que l'UE soutienne ceux-là même qui portent la responsabilité de ces drames en donnant son aval politique et financier aux processus de délocalisations et relocalisations qu'ils mettent en œuvre dans une logique de pur profit. Les appétits marchands de prédateurs capitalistes comme l'entreprise texane DELL, numéro 2 mondial des télécommunications, ne peuvent s'affranchir de l'intérêt général des citoyens européens. Ce n'est en tout cas pas notre vision de l'Europe.»

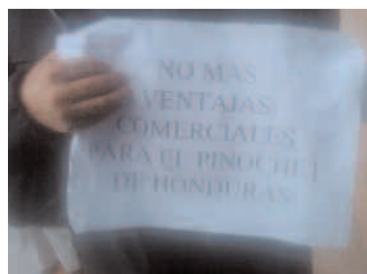
RELATIONS INTERNATIONALES : EUROPE ALIGNÉE OU EUROPE INDÉPENDANTE

Le groupe GUE-NGL m'a fait l'honneur de me désigner pour occuper la vice-présidence de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen. Dans la répartition des tâches entre vice-présidents, j'ai été chargé des relations avec l'Amérique latine.

Solidarité avec le peuple hondurien

Ma première intervention au Parlement fut consacrée le 14 juillet au peuple hondurien qui venait de subir un coup d'Etat. La Commission et le Conseil ont donné le ton : il n'était question que d'appel au calme, à la retenue «des deux côtés» et ainsi de suite. Quant aux réactions de mes collègues, elles laissaient pour la plupart présager du silence honteux dont le Parlement allait faire preuve. A l'heure où cette lettre est écrite, celui-ci reste une des rares institutions à ne pas s'être prononcée contre le coup d'Etat.

Voici le texte de mon intervention à ce sujet :



«L'affirmation de nos principes pacifiques ne doit pas nous conduire à donner l'impression de renvoyer dos à dos les auteurs du coup d'Etat au Honduras et le gouvernement démocratique du Honduras et les putschistes l'ayant destitué, par des appels à la retenue adres-

sés aux parties du conflit en cours. Dans un tel cas la violence des insurgés qui luttent pour le retour du président est légitime et celle des putschistes est criminelle.

La mobilisation personnelle des chefs d'Etat d'Amérique centrale et du sud pour soutenir le rétablissement inconditionnel du président constitutionnel Manuel Zelaya montre que tout le continent veut en finir définitivement avec la période des coups d'Etat et des dictatures.

A la suite de la décision unanime de l'ONU et des décisions de l'ensemble des organisations régionales de coopération, l'Europe doit prendre sa part de ce combat historique. Car il s'agit d'un combat et non d'un arrangement. L'Europe doit interrompre toute relation et négociation, de tous ordres, politique et commercial, avec le régime factieux et exiger le retour inconditionnel du président Zelaya.

L'Europe doit également demander au gouvernement de Monsieur Obama que les USA interrompent, eux aussi, leurs relations commerciales et militaires avec le régime factieux. Ainsi

nous montrerons-nous conformes aux principes que nous évoquons souvent pour en exiger des autres l'application.»

Le passage en force du Traité de Lisbonne



En tant que membre de la Commission des Affaires étrangères du Parlement, j'ai eu la surprise de voir s'imposer dans l'ordre du jour de nos travaux du 6 octobre, quatre jours à peine après le résultat du référendum irlandais, et avant même que les Tchèques aient ratifié le traité, un rapport sur la mise en œuvre du Service Européen d'Action Extérieure, service diplomatique de l'UE selon le Traité de Lisbonne. Le rapport qui nous est présenté (rapport Brok, du nom du parlementaire PPE en charge du dossier à la Commission des «Affaires Constitutionnelles», notons au passage tout l'intérêt de la terminologie utilisée pour nommer cette commission) insiste sur la nécessité «d'éviter de perdre un temps précieux avec des controverses politiques sur les modalités d'organisation du SEAE après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne» (art. 10). Autant dire que tout débat démocratique, avec la préparation qu'un tel exercice suppose, est proscrit ! Les critiques de notre groupe parlementaire n'y feront rien : le

rapport sera avalisé par la Commission des affaires étrangères et celle des «affaires constitutionnelles» le 19 octobre et adopté par le Parlement européen le 22 octobre suivant dans une précipitation et un déni de démocratie inouïs.



Mais revenons sur le référendum irlandais dont les eurocrates n'ont cessé de se féliciter.

Voici ce que j'écrivais sur mon blog au lendemain du résultat :

«Comment faire revoter le peuple irlandais sur le Traité de Lisbonne, sans rien changer à ce texte ? C'est le défi auquel le Conseil européen des 18-19 juin 2009 a répondu. Les conclusions du Conseil évoquent une «série d'arrangements afin de rassurer le peuple irlandais et de prendre en compte ses préoccupations». Ces «arrangements» consistent à faire figurer en annexe des conclusions du Conseil une «décision relative aux préoccupations du peuple irlandais» ainsi qu'une «déclaration solennelle sur les droits des travailleurs». Ces deux textes devraient être repris dans un futur protocole qui serait lui-même annexé aux traités européens à l'occasion de la conclusion d'un prochain traité d'adhésion. C'est-à-dire qu'il s'agit ici d'une échéance totalement inconnue. Quelle est donc la portée de tout ça ? Pas grand-chose à en croire le Conseil lui-même. Car celui-ci a pris soin de bien préciser que ce protocole «n'aura aucune incidence sur les relations entre l'UE et ses Etats membres». Et il est bien précisé que ce protocole «clarifiera, mais ne modifiera pas le contenu ou l'application du Traité de Lisbonne». En résumé, il ne s'agit donc pas de changer quoi que ce soit mais de clarifier les choses pour un peuple qui est réputé ne pas avoir compris le Traité.

Au demeurant le détail de ces garanties met encore plus en lumière certaines horreurs du Traité de Lisbonne. On y apprend par exemple qu'«aucune disposition du Traité de Lisbonne ne modifie de quelque manière que ce soit l'étendue ou la mise en œuvre de la compétence de l'UE en matière fiscale». Autrement dit : le dumping fiscal pourra continuer, sans que l'Europe n'y fasse rien. Et en matière sociale, les garanties apportées sont tout aussi vides puisque le Conseil s'est contenté de «confirmer» «la grande importance attachée par l'Union à un certain nombre de questions sociales, y compris les droits des travailleurs». Car au-delà des belles intentions, l'harmonisation sociale sera toujours interdite.

Une fois mis en place un tel cadre, les méthodes de conviction ont été du même tonneau. Ils s'y sont tous mis. Gouvernement, commission européenne, églises de tous bords au premier rang. Mais aussi les organisations patronales avec une grande campagne de mensonges : «Yes for jobs» !

Les médias aussi. Un bon rendement financier à la clef, en toute indépendance et éthique, cela va de soi. Ainsi quand ils ont publié, contre menue monnaie, le supplément édité par la Commission européenne dans tous les journaux de dimanche dernier. Sans droit de réplique ça va de soi puisque c'est de la publicité !



Ensuite les grandes entreprises, elles aussi, s'y sont mises. Comme la compagnie low cost Ryanair qui a dépensé un demi-million d'euros pour le oui avec une campagne insolente et injurieuse sous le slogan : «seuls les losers votent non».

Le Premier ministre Cowen, a manœuvré ses concitoyens comme du bétail. Il leur a affirmé qu'un nouveau non

remettrait en cause les aides européennes à l'économie irlandaise, notamment les garanties financières apportées par la BCE, ce qui n'a pourtant aucun fondement légal. Il a plus largement prédit une «incertitude extraordinaire» sur l'avenir de l'Irlande en cas de Non. Si le Premier ministre peut mentir et menacer de cette façon, on devine qu'il a ouvert la voie à tous les abus.

Monsieur Barroso s'y est engouffré, avec sa légèreté habituelle. Lors de sa visite en Irlande le 22 septembre, il est allé jusqu'à laisser planer le doute sur l'appartenance de l'Irlande à l'UE en cas de nouveau non : «Pour parler franchement, il y a des doutes sur la situation de l'Irlande à l'avenir dans l'UE.» a-t-il insinué ! Et il s'est livré à un véritable chantage à propos du commissaire européen : «La seule façon pour l'Irlande d'assurer qu'elle aura toujours un commissaire est de voter oui (au traité de) Lisbonne. Dans le cas contraire, bien entendu, nous devons réduire le nombre de commissaires. Cela figure dans les traités actuels et nous sommes légalement obligés de le faire» (entretien au Irish Times). Ce chantage est une pure manipulation car dans tous les cas le nombre de commissaires sera réduit et l'Irlande n'aura aucune garantie de conserver toujours un commissaire. Pas plus que la France, d'ailleurs ! C'est bien le problème et ma conclusion. Que vaut donc cette Europe qu'il est impossible de faire évoluer autrement que comme le veulent les gardiens du temple de la concurrence libre et non faussée ? Pour moi la preuve est donnée qu'il ne peut rien en venir de bon. Je déchanter. Mes rêves de démocratisation, de Constituante

européenne, d'harmonisation sociale sont des songes creux. Rien ne peut être fait dans ce cadre. Les Français n'ont qu'eux-mêmes pour se protéger. Non seulement sans l'Europe, mais contre elle.»

Le monde a besoin d'une Europe indépendante des Etats-Unis

Le 21 octobre, à quelques jours du sommet UE-USA des 2 et 3 novembre suivant, je suis intervenu en session plénière dans le cadre d'une «discussion commune» des parlementaires avec le Conseil européen.

Voici le texte de mon intervention :

«Madame la Présidente,
Madame la
Commissaire, Madame
la Ministre,

Dans la tourmente
économique actuelle le
Parlement nouvellement
élu a le droit à une infor-
mation actualisée et
précise concernant

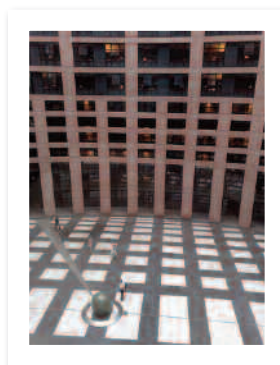


l'avancement dans la construction du grand marché transatlantique sur le plan économique et financier. L'horizon de 2010 à 2015 pour ce marché dérégulé est-il maintenu ? Je pense que ce serait une grave erreur compte tenu de l'état de délabrement des fondamentaux de l'économie des Etats-Unis et de leur refus de mettre de l'ordre dans la sphère financière, en plus des raisons de principe qui me conduisent à récuser que ce partenariat soit la «pierre angulaire» de la politique extérieure de l'Union comme l'ont déclaré plusieurs collègues.

Dans ce souci, je demande encore quelles mesures vont être prises pour faire face à l'effondrement du dollar et aux risques que cela fait courir à l'Europe et au monde. Pourquoi n'avoir pas examiné sérieusement la proposition de la Chine d'une monnaie commune mondiale au profit de la stabilité de l'économie planétaire ? Je veux mettre en garde contre un atlantisme désuet qui est un archaïsme dangereux au moment où le monde a besoin d'une Europe indépendante des Etats-Unis.»

Refuser la soumission de l'UE au bon vouloir du FMI

Mardi 24 novembre, la Commission et le Conseil invitaient le Parlement à voter l'attribution d'aides macro-financières à la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, l'Arménie et la Géorgie. Ces aides, bien que financées par l'UE, sont conditionnées par l'application rigoureuse par les pays concernés des normes imposées par le FMI.



Vous trouverez ci-dessous l'explication de vote que j'ai souhaité rendre publique suite à ma décision de voter contre ces aides :

«Nous n'acceptons pas que des prêts et des subventions européens soient soumis à des contraintes imposées par le FMI. Nous votons contre les AMF (assistance macro-financières) présentées ce jour au Parlement européen. Voyez dans quelles condi-

tions cela se fait : délais intenable, manque d'information ... Cela défie à tous points de vue les exigences démocratiques qui devraient être celles de l'Union européenne.

Nous n'en sommes pas moins solidaires des peuples de Serbie, de Bosnie-Herzégovine, d'Arménie et de Géorgie. Nous ne souhaitons pas qu'ils soient plus victimes qu'ils ne le sont déjà du système néolibéral obsolète et dangereux que le FMI veut pérenniser.»

www.jean-luc-melenchon.fr

Ils prétendaient rapprocher
les députés européens des citoyens...
Mensonge !
Notre circonscription s'étend sur 3 régions
et 18 départements...
Il m'est donc impossible d'être présent partout.
Mais nous pouvons quand même
nous retrouver.

Rendez-vous
sur mon blog !
J'y rends compte
de mes prises de positions
et activités.



**Jean-Luc
Mélenchon**

Député européen,
Président du Parti de Gauche



Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verts Nordique
European United Left/Nordic Green Left
Grüne Europäische / European Green
Alliance / European Left Alliance

L'URGENCE ÉCOLOGIQUE EN DÉBAT AU PARLEMENT

Transports aériens : le service public introuvable

Le 25 novembre, nous votons sur une proposition de résolution visant à mettre en œuvre des indemnités pour les passagers laissés sur le carreau suite aux faillites de compagnies aériennes. **Voici mon explication de vote à son sujet :**

«*Nous votons pour cette résolution dans le souci de préserver autant que possible les intérêts des usagers des compagnies*

aériennes en l'état actuel des choses (libéralisation des services de transports, multiplication des compagnies aériennes).

Nous soulignons cependant que le système d'indemnités proposé par ce rapport n'est qu'un cataplasme qui ne change en rien le problème de fond.

La vraie solution réside dans la création d'un service public européen des transports aériens. Un service public soucieux de l'intérêt général et donc de la rationalisation des trajets effectués afin de réduire l'empreinte écologique. Un service

public soucieux de l'intérêt général et donc de la sécurité, de la liberté de circulation et du bien-être de ses usagers comme de ses employés. Il est urgent de sortir de l'Europe des intérêts particuliers et de construire l'Europe de l'intérêt général.»

«Les citoyens européens ont besoin d'un service public des transports aériens pour préserver l'intérêt général et donc nécessairement notre écosystème»

Résolution sur Copenhague : marché carbone ou planification écologique ?

Telle qu'elle est arrivée sur nos pupitres en session le 24 novembre, la résolution du Parlement européen en vue de la conférence sur le climat de Copenhague comportait des mentions que je juge positives. Par exemple lorsqu'elle rappelle qu'une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% par rapport à 1990 d'ici 2020 s'impose. Ce sont les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de mars 2009. Ou lorsqu'elle reconnaît à demi-mot, «responsabilité historique» dit le texte, l'existence d'une dette écologique des pays du Nord envers les pays du Sud. Lisons. Même note positive lorsque le texte «exhorte l'Union et les Etats membres à reconnaître la nécessité de préserver les forêts et d'inclure cet aspect dans un accord international».

Pour autant je n'aurais pas adopté le texte tel quel. Car cela aurait voulu dire que j'approuvais l'idée de se féliciter du paquet «Energie climat» concocté sous l'égide de Sarkozy en décembre 2008. Ce serait d'approuver l'instauration d'un

marché du carbone mondial qui doit, selon ce texte, «rester l'objectif à long terme de toute négociation».

LES POINTS POSITIFS

Une fois amendé, le texte adopté mercredi 24 novembre a, certes, marqué des progrès. Je crois honnête de le souligner avant de montrer ce qu'il a d'inacceptable. Par exemple les deux premiers paragraphes indiquent désormais explicitement que les mesures décidées à Copenhague devront être «juridiquement contraignantes». Plus même : les paragraphes 6 et 7 indiquent clairement qu'un système de sanctions doit être défini. L'accent mis sur la nécessité de boisement dans le cadre de la lutte contre la déforestation et la dégradation des ressources naturelles a été renforcé. Deux paragraphes ont en effet été ajoutés au texte initial. Autre note positive encore, la réaffirmation de la prise en compte de l'empreinte écologique de l'aviation. N'oublions pas en lisant ces lignes que l'Union européenne ne fait rien pour lutter contre la multiplication des compagnies aériennes et la concurrence dans ce secteur. Au contraire, elle a largement contribué à libéraliser et à dérationaliser. Humour de contexte, lors de la même session se votait la résolution à laquelle j'ai fait référence plus haut pour protéger les passagers des compagnies qui les abandonnent en route ou s'avèrent incapables de les transporter...

Autre point positif, deux paragraphes précisant des montants minimaux de financement de la lutte contre le changement climatique par l'Union européenne ont été inclus. Evidemment on peut souligner limites et insuffisances. Si ce n'était que cela, ce pourrait être un point de départ acceptable, peut-être. Mais il y a le reste.

L'INACCEPTABLE



L'inacceptable c'est d'abord ce paragraphe supplémentaire que le Parlement a adopté, indiquant le «rôle important» de l'énergie nucléaire dans la lutte contre le réchauffement climatique !

L'inacceptable c'est aussi le curseur de la fourchette des réductions de gaz à effet de serre fixée par cette résolution du Parlement européen. :

au fil du texte, l'accent est mis davan-

tage sur l'objectif de dépassement des 25% que sur le défi pourtant nécessaire d'essayer d'atteindre les 40% comme le préconise le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Notons, d'ailleurs, qu'il n'est nulle part fait référence à la préconisation de ce même GIEC de réduire de 85% à 95% les émissions de gaz à effet de serre, par rapport à 1990, d'ici 2050...

L'inacceptable c'est encore le fait que le Parlement y mendie pitoyablement la participation de sa délégation aux réunions de Copenhague «au moins au titre d'observateurs, avec ou sans droit de parole» ! Avec ou sans droit à la parole ! Quelle audace !

PORTER LA LAÏCITÉ EN EUROPE

Je me réjouis qu'ait pu se constituer au Parlement européen une plateforme intergroupe sur la laïcité, dont j'ai eu l'honneur d'être élu vice-président. A l'heure où nous bouclons ce compte rendu de mandat, le Parlement est saisi lors de sa session plénière de décembre de plusieurs résolutions concernant la laïcité en Europe. J'aurai l'occasion de revenir sur ces débats sur mon blog et dans le prochain numéro de ce compte rendu.



Lors de la passation de pouvoir à la présidence du Parlement européen le 14 juillet 2009, le nouveau Président le polonais ultra-conservateur Jerzy Buzek a reçu une statuette de Sainte Barbe (particulièrement vénérée en Pologne comme patronne des mineurs) en guise de cadeau d'investiture de la part du président sortant Hans Gert Pöttering.

La bataille laïque a été relancée en Europe avec un jugement du 3 novembre 2009, par lequel la Cour européenne des droits de l'homme a condamné l'Italie pour avoir violé la liberté de pensée et de conscience en ayant refusé de retirer un crucifix d'une salle de classe d'une école publique. Ces signes religieux sont en effet obligatoires dans les écoles en vertu de deux décrets pris en 1924 et 1928 sous Mussolini, et toujours en vigueur. La condamnation de l'Italie par la Cour européenne est donc un camouflet pour Berlusconi et le Vatican qui s'était fortement mobilisé dans cette affaire et qui a exprimé sa «stupeur».

Cette jurisprudence laïque pourrait avoir un impact dans toute l'Europe, et y compris en France, notamment en Alsace Moselle où des crucifix sont aussi accrochés dans les écoles publiques en vertu du concordat napoléonien. La portée européenne de ce jugement devrait toutefois rester limitée car la Cour européenne des droits de l'Homme dépend du Conseil de l'Europe et n'engage donc pas les institutions de l'Union européenne qui relèvent d'une autre cour, la Cour de Justice des Communautés européennes (qui siège à Luxembourg).

D'autant que les institutions et les traités de l'UE ne reconnaissent pas la laïcité. Le Traité de Lisbonne (article 16 C TFUE) accorde une place d'exception aux «églises», en «reconnaissant leur identité et contribution spécifique» et en prévoyant que «l'Union maintient un dialogue, transparent et régulier avec les églises». Cette reconnaissance institutionnelle des églises est contraire à la laïcité républicaine qui pose que «la République ne reconnaît aucun culte» (article 2 de la loi de 1905). La bataille pour la laïcité en Europe ne fait donc que commencer !

TOUJOURS DISPONIBLE LAÏCITÉ : RÉPLIQUE AU DISCOURS DE NICOLAS SARKOZY, CHANOINE DE LATRAN

«Le président de la République Nicolas Sarkozy a accepté d'être nommé Chanoine honoraire de Latran, la paroisse du Vatican à Rome. À l'occasion de son intronisation, il a prononcé un discours qui adopte le concept de «laïcité positive» défendu par le pape Benoît XVI. Le ridicule du ton de prédicateur qu'il adopte, les injures et les provocations auxquelles il se livre contre les Lumières, la vision républicaine de l'histoire de France et les maîtres de l'école publique, ne doivent pas faire perdre de vue l'objectif politique qu'il poursuit. Il s'agit de faire entrer la France dans la logique du «choc des civilisations» où les religions définissent les personnes, les sociétés et le système des relations internationales. Pour cela, il veut tourner la page de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État. Danger !»

En librairie ou en commande :
<http://www.cafe-republique.fr/bdcCF.html>

ACTIVITÉS INTERNATIONALES

COUP D'ETAT AU HONDURAS : UN CRIME CONTRE LA DÉMOCRATIE PARTOUT DANS LE MONDE

Le début de l'été a été endeuillé par un crime contre la démocratie qui nous ramène aux heures les plus sombres de l'histoire de l'Amérique latine : le 28 juin 2009, Roberto Micheletti et les forces armées honduriennes renversaient le président démocratiquement élu José Manuel Zelaya. J'ai eu la joie de pouvoir témoigner tout mon soutien au Président Zelaya lorsque celui-ci nous a fait l'honneur de nous appeler lors **d'une manifestation de soutien à Paris le 2 juillet**. Voici le message qu'il m'a ce jour-là demandé de transmettre aux militants rassemblés sur la place St-Michel :



“

Je suis ému de la solidarité que vous montrez à Paris au nom des principes démocratiques. Cela me donne plus de forces.”

«Mon retour au Honduras ne concerne ni ma seule personne, ni ma fonction, mais il signifie que les principes universels de la démocratie et de la souveraineté populaire ne sont pas négociables.»

«Ce qui se joue au Honduras, c'est la question de l'approfondissement de la participation populaire dans la vie publique du pays. C'est ce que n'acceptent pas les putschistes sous couvert de respectabilité institutionnelle.»

«Mon retour prochain avec l'appui des peuples et des gouvernements démocratiques d'Amérique latine marquera une étape historique pour le continent latino-américain dans son émancipation des méthodes des violences putschistes. »”

Le 7 octobre, à Bruxelles, mes collègues députés de la GUE Willy Meyer, Joao Ferreira et moi avons organisé une conférence de presse autour du représentant du Front de Résistance hondurien Erasto Reyes à l'issue de laquelle nous avons publié une déclaration demandant à ce que le Parlement européen sorte enfin de son silence honteux et condamne le coup d'Etat de Micheletti. En vain.



Mon voyage à Panama pour la première réunion de la nouvelle assemblée euro- latino-américaine (EUROLAT) a également été l'occasion de rencontrer la ministre des Affaires étrangères du gouvernement Zelaya, Patricia Rodas, au moment où un accord permettant la restitution du gouvernement Zelaya dans ses fonctions semblait avoir été trouvé. Avec mes collègues Willy Meyer et Ilda Figueiredo du groupe GUE/NGL nous avons alors réaffirmé notre engagement à participer à la lutte pour la défense de la démocratie au Honduras et à œuvrer pour le maintien de la solidarité internationale envers le peuple hondurien.



RENCONTRE AVEC DEUX FIGURES DE LA GAUCHE PÉRUVIENNE

A leur demande, j'ai rencontré successivement à Bruxelles deux figures de la gauche péruvienne, à l'occasion de leur visite en Europe : Ollanta Humala, président du Parti nationaliste péruvien et Marco Arana, président du Parti Tierra et Libertad.

Rencontre avec Ollanta Humala



Ollanta Humala est un militaire de carrière. Il a fait de la prison pour avoir participé à un soulèvement contre le président hyper-corrompu Fujimori. Amnistié à la chute de ce dernier, il a été conseiller militaire du Pérou à Paris. J'ai aimé parler avec lui pendant cette demi-heure qui précédait notre trajet jusqu'au Parlement européen.

Il est préoccupé de se définir. Il sait que la gauche européenne est perplexe à son sujet. À la présidentielle péruvienne de 2006 Humala est arrivé quatre cent mille voix derrière le candidat commun des socialistes et de la droite qui s'étaient unis au deuxième tour pour lui faire échec (au 1^{er} tour Humala était arrivé en tête avec 30,6 % des voix). Précisons qu'un million et demi de bulletins de vote avaient été annulés. Le vainqueur de cette élection à l'arraché est un voyou de haut vol, Alan Garcia, chef de l'APRA, le parti socialiste du coin. Il a déjà été président de son pays. Sa mandature s'était achevée par sa fuite sur les toits de Lima. Les gens qu'il avait ruinés le pourchassaient pour le pendre.

Aujourd'hui, Ollanta Humala est la seule opposition forte au régime pourri qui gouverne le Pérou. Corrompu jusqu'à la moelle, bradeur de son pays au nom des vertus du libre marché, Alan Garcia s'est récemment illustré en massacrant des dizaines d'Indiens à Bagua. Rappelons que plus de la moitié des conflits péruviens sont des conflits socio-écologiques qui opposent les paysans aux multinationales à qui

Alan Garcia brade les ressources du pays. Dans ce contexte, on ne peut pas se contenter de discourir sur ce que l'on préférerait que soit Ollanta Humala. Il est surtout temps de comprendre ce qu'il est vraiment et de commencer par là pour savoir comment travailler avec lui.

Rencontre avec Marco Arana



Le 11 novembre je recevais dans mon bureau bruxellois le candidat présidentiel péruvien Marco Arana. Cet homme de gauche est prêtre et avoue que s'il avait pu se passer de se lancer dans la politique il l'aurait fait. Mais au Pérou comme ailleurs, les partis traditionnels ont perdu toute crédibilité et le peuple demande de nouveaux leaders à gauche. Aujourd'hui, il est menacé d'exclusion par l'Eglise catholique et harcelé par la coalition sociale-libérale d'Alan Garcia.

C'est un personnage hors du commun. Pour ne prendre qu'un exemple, il défend le droit à l'avortement alors même qu'il le réprouve au plan personnel. Je n'ai pas rencontré un seul leader de gauche en Amérique latine qui ait le courage de Marco Arana sur ce sujet. Un prêtre ! Le monde à l'envers.

Le moment que j'ai passé avec lui reste dans mes moments magiques. Je suis heureux et honoré d'avoir connu cet homme.

Le Foro de Sao Paulo : rencontre avec l'Autre Gauche latino américaine

Du 20 au 24 août 2009, j'étais observateur de la 19^e session du Forum de San Paolo qui avait lieu à Mexico Capitale.

Il y a vingt ans, quand se tint le premier forum, à l'initiative du PT du Brésil, le parti de Lula, les partis membres étaient aussi étranges dans le paysage de leur pays que l'est notre Parti de Gauche aujourd'hui. Le mur de Berlin venait de tomber, l'Empire triomphait, le capitalisme luisait comme une outre trop pleine, les sociaux libéraux s'emparaient des commandes à gauche. Un grand nombre des 48 partis que réunit aujourd'hui le Forum sont aujourd'hui au pouvoir en Amérique latine. Les sociaux-démocrates les regardent pourtant toujours de haut. Ils participent avec enthousiasme aux campagnes de dénigrement et aux coups d'Etat contre eux que fomentent les brutes du Pentagone états-uniens et leurs gorilles locaux. C'est dire de quel mépris ils jouissent autour de la table du forum cette année, à l'heure de l'angoisse que crée le coup d'état au Honduras.



Au cœur des discussions du Forum : les marges de manœuvre des gouvernements de gauche dans la crise, bien sûr, mais surtout l'identification d'une contre-offensive des USA contre la déferlante des révolutions démocratiques. L'installation de sept bases militaires nord

américaines en Colombie fait frissonner tout le monde. On devine que ceux-là ne sont pas là «pour la paix et tutti quanti». D'autant que les conseillers militaires israéliens du gouvernement Colombien ont dénoncé la présence d'Al Quaida et du Hezbollah à la frontière de la Colombie. Ce que cette grossière provocation signifie est compris de tous ici comme l'a déclaré la présidente de l'union des maires du Salvador qui en informait le forum. Tout le monde se sent menacé. La réaction hostile est générale. Ici on ne fait pas dans l'angélisme européen. Pire. Beaucoup voient dans l'impuissance d'Obama à faire passer le retour du président destitué par la force au Honduras, un inquiétant signal de la puissance des services et des militaires putschistes dans l'administration américaine. C'est une mauvaise nouvelle pour tout le monde surtout pour les Etats les plus faibles.

Pour la libération des cinq Cubains arbitrairement incarcérés aux Etats-Unis

Le 20 octobre, les députés du Front de Gauche recevaient Adriana Pérez et Olga Salanueva, épouses de deux des cinq Cubains détenus sans preuves aux Etats-Unis. Depuis plus de onze ans, ces deux femmes se battent pour revoir leurs maris et obtenir leur libération. Les députés Front de Gauche ont été à l'initiative d'une déclaration validée par Mmes Pérez et Salanueva. **La voici :**



«Considérant que la condamnation à de très lourdes peines de prison pour «conspiration en vue d'espionnage» prononcée, en l'absence de toute preuve, entre le 12 et le 27 décembre 2001, de Fernando Gonzalez, René Gonzalez, Antonio Guerrero, Gerardo Hernandez et Ramon Labañino par le tribunal de Miami (Etats-Unis) constitue une aberration judiciaire et une détention arbitraire (comme l'a d'ailleurs affirmé, le 27 mai 2005, le groupe de travail sur les détentions arbitraires de l'ONU),

Considérant que les délais imposés aux familles des cinq prisonniers pour obtenir un visa leur permettant de se rendre aux Etats-Unis et ainsi rendre visite à ceux-ci constituent une torture psychologique,

Considérant que le refus de visa répété qui empêche depuis plus de onze ans Adriana Perez et Olga Salanueva de rendre visite à leurs maris Gerardo Hernandez et René Gonzalez constitue une violation des droits les plus essentiels des personnes incarcérées qui doit être vigoureusement dénoncée,

- Nous demandons que Adriana Pérez et Olga Salanueva, épouses de Gerardo Hernandez et René Gonzalez, puissent leur rendre visite en prison
- Nous demandons que le verdict du Groupe de travail sur les détentions arbitraires de l'ONU du 27 mai 2005 qui qualifie l'incarcération des Cinq d'arbitraire, soit appliqué
- Nous demandons que le gouvernement des Etats-Unis, et particulièrement le président Obama, utilise ses pouvoirs constitutionnels et rende leur liberté aux Cinq
- Nous appelons l'Union européenne à user de toute son influence, notamment lors du sommet UE-USA des 2 et 3 novembre prochain, pour que les Etats-Unis d'Amérique respectent les droits de l'Homme et appliquent leur propre Constitution et libèrent Fernando Gonzalez, René Gonzalez, Antonio Guerrero, Gerardo Hernandez et Ramon Labañino.»

Rencontre avec Rafael Correa, Président de l'Equateur



Le président Correa est une figure de proue de la révolution démocratique en Amérique latine. Il a convoqué et gagné sept élections en trois ans dans son pays.

Son premier objectif était de sortir son pays de l'ornière néolibérale. C'est ce qu'il a fait à coup de réformes radicales toujours validées par le suffrage universel. Le début de son propos lors de notre échange le **27 novembre à Bruxelles** a été consacré à décrire comment le néo-libéralisme avait été importé en Equateur par la démocratie chrétienne et la social-démocratie alors même que cela n'avait aucun rapport avec leur histoire idéologique ni avec celle du pays. Il en est résulté les habituels bienfaits. Le pays a été ruiné et endetté, deux millions de personnes ont émigré, chassées par la nécessité de survivre. Bien sûr, aujourd'hui, sur place les auteurs de ce désastre l'accablent de campagne calomnieuse, mettent en cause son populisme montrent du doigt sa vocation dictatoriale. Qu'il soit l'homme qui a créé la possibilité du référendum révocatoire du président et qu'il ait gagné les élections au premier tour n'atteint pas les centres de propagande internationale qui débitent sur son compte le même genre d'avanies que sur Chavez et Morales. Sa lecture de l'ancrage de sa révolution est simple.

Il dit que ce qu'il fait n'est pas fait au nom d'une idéologie mais du bon sens. Il décrit comment les mesures radicales de son gouvernement, les nationalisations qu'il entreprend pour recapitaliser les services à vocation de service public sont soutenues par le grand nombre de toute opinion pour la raison que la situation de délabrement résultant de la privatisation heurte le bon sens des gens. C'est ce qui explique selon lui pourquoi la révolution démocratique tient, alors même que le pays a affronté toutes les malchances à la fois. D'abord des inondations qui ont recouvert 40% de la surface du pays. Puis à présent la sécheresse la plus sévère depuis quarante ans. Le tout sur fond de crise financière et de recul de tous les investissements internationaux. Sans parler d'un harcèlement politique d'une violence désormais traditionnelle en Amérique latine contre les pouvoirs de gauche.

La majeure partie de notre discussion a porté sur la dimension écologiste de la révolution démocratique équatorienne. Rafael Correa m'a rappelé que l'assemblée constituante de son pays a adopté la constitution la plus écologique du monde «et de l'histoire de l'humanité» a-t-il précisé, puisqu'elle reconnaît des droits à la nature. Au cas pratique concret cela se traduit par des propositions extrêmement novatrices et audacieuses. Ainsi du projet nommé «Yasuni ITT», sigle tiré des noms de lieux des trois forages d'exploration pétrolière qui se trouvent localisés dans la zone Ishpingo-Tambococha et Tiputini. L'Equateur est un pays qui vit de la rente pétrolière. L'ITT représente 20 % des réserves totales connues du pays. Pour un pays pauvre c'est une manne décisive. Pourtant le gouvernement équatorien propose de ne pas exploiter le site pour limiter les émissions de gaz à effet de serre que la mise en circulation de cette quantité de pétrole implique. Il demande qu'un principe de co-responsabilité climatique soit reconnu. Cela signifie qu'en échange il recevrait de la communauté internationale 50% de la valeur représentée par ce gisement. Ce qui revient à dire que le pays prendrait à sa charge 50 % du coût de l'effort de limitation de l'émission de gaz à effet de serre contenu dans le gisement. Mais cela revient aussi à établir un principe de co-responsabilité tout à fait nouveau et potentiellement contagieux. Pour l'instant seule l'Allemagne a accepté l'idée et proposé un budget pour financer sa participation. Je crois que nous devons nous approprier cette idée et la mettre en valeur à la fois comme idée «concrète» de l'alternative anti-productiviste et comme illustration de la capacité de proposition écologique de nos révolutions démocratiques. En tenant compte en particulier du fait que cette proposition est née au ministère de l'Énergie et des Mines du gouvernement Correa, à l'initiative d'Alberto Acosta qui a été le président de l'Assemblée Constituante que j'ai évoquée. Depuis notre rencontre, l'Assemblée équatorienne a adopté une résolution défendant ce projet.



ACTIVITÉS POLITIQUES

Pour l'unité de l'autre gauche

Depuis l'élection européenne, nous avons continué avec le Parti de Gauche de militer pour l'union de l'autre gauche, pour changer la gauche dans notre pays et lui donner une nouvelle majorité.



Publié à la rentrée de septembre 2009, l'autre gauche est un recueil de textes grâce auquel j'ai voulu résumer les grands traits du projet politique global, qu'avec mes camarades nous construisons depuis la création du Parti de Gauche en novembre 2008. J'y développe en particulier la proposition publique que j'ai faite aux forces de l'autre gauche de refuser les primaires proposées par le Parti Socialiste et de s'unir pour les trois prochaines élections, régionales, présidentielles et législatives.



Dans le cortège du PG pour la manifestation unitaire pour les droits des femmes du 17 octobre, avec Martine Billard, Pascale Le Néouannic et Eric Coquerel.

Aux côtés du mouvement social

Comme j'avais participé avec les parlementaires et militants du PG aux manifestations organisées à l'occasion des cinq journées de mobilisation interprofessionnelles qui ont jalonné le premier semestre 2009, nous avons également été présents à de nombreux rendez-vous de mobilisation depuis cette rentrée. Contre la privatisation de la Poste, bien sûr, autour de la votation du 3 octobre. Mais aussi aux côtés des ouvriers en lutte pour l'emploi industriel, notamment à l'occasion de ma **visite aux Molex à Villemur-sur-Tarn en Haute-Garonne le 25 septembre**. Et enfin aux côtés des sans-papiers grévistes auxquels j'ai rendu visite à Paris le 1^{er} décembre et que nous avons soutenus avec toute la gauche lors d'une manifestation unitaire le 29 novembre. Avec Claude Debons, Jacques Rigaudiat et Martine Billard, j'ai aussi été présent le 7 décembre à l'ouverture du Congrès de la CGT à Nantes, dont les travaux ont ensuite été suivis en intégralité par une délégation du PG.

Avec les salariés de Molex, le 21 octobre lors de la manifestation nationale pour l'emploi industriel organisée par le CGT.



Le Parti de Gauche a un an



Lors de notre Convention nationale de Crosne les 5-6 décembre, nous avons officialisé l'arrivée au PG de Martine Billard et des militants de la Gauche écologiste. Nous avons aussi avancé dans l'élaboration du programme du PG, en adoptant un premier document Lignes d'Horizon – Ruptures pour une nouvelle émancipation.

UNE AUTRE FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE EST POSSIBLE

Le 22 octobre 2009, en plein débat sur la taxe carbone de Sarkozy, j'ai cosigné avec Martine Billard, député de Paris et désormais porte-parole du Parti de Gauche, cette tribune qui a été publiée dans Politis. Bernard Guibert, économiste venu des Verts et qui a également rejoint le PG, ainsi Corinne Morel-Darleux, secrétaire nationale du PG chargée du combat écologique ont également signé cette tribune.

«L'humanité est entrée en état d'urgence écologique. Face à ce défi, Nicolas Sarkozy et le gouvernement préfèrent multiplier les effets d'annonces. Ils se contentent de repeindre en vert le capitalisme pour qu'il continue à engranger des profits, sans remettre en cause le productivisme qui est à la racine de la catastrophe écologique.

Les premiers responsables de la crise écologique sont pourtant de très loin les pays riches. A eux de prendre leurs responsabilités et de montrer l'exemple. En France, notre système économique et notre mode de vie consomment l'équivalent de trois planètes ! Pourtant, la droite au pouvoir accumule les non-sens écologiques : libéralisation de l'énergie et du rail, fermeture ou privatisation des services publics de proximité (postes, hôpitaux...), ouvertures des commerces le dimanche augmentant ainsi les déplacements, plan de relance favorable aux autoroutes et au transport aérien ...

Taxer les activités polluantes en tenant compte de leur impact écologique ? Pourquoi pas, si une telle taxe permet de modifier radicalement les comportements économiques, individuels ou collectifs, les plus destructeurs pour la planète. Et une fiscalité écologique n'a de sens que si elle est juste socialement et précédée de politiques pour développer les alternatives et la sobriété énergétique. Or, l'essentiel de la taxe carbone «Rocard-Sarkozy» frappera les ménages dont les dépenses en transport et en chauffage sont contraintes. Le crédit d'impôt forfaitaire annoncé par Sarkozy, sans prise en compte du niveau de revenus, va aboutir à des absurdités : des ménages ayant les moyens de vivre en zones desservies par des transports collectifs recevront une compensation quels que soient leurs revenus, pendant que d'autres, plus modestes, rejetés aux marges des agglomérations, seront frappés de plein fouet.

Dans le même temps, Sarkozy exonère les plus gros émetteurs de carbone. Le président prétend que ces grandes entreprises sont taxées au titre des quotas européens de CO₂. C'est faux : 90 % d'entre elles sont exemptées de payer des droits à polluer puisque les quotas leur sont attribués gratuitement. Alors qu'ils ne seront plus soumis à la taxe professionnelle, les transports routiers seront aussi exonérés de la taxe carbone. L'exonération de l'électricité est enfin un formidable cadeau à l'industrie nucléaire et une incitation au gaspillage énergétique en matière de chauffage. Combinée avec la suppression de la taxe professionnelle, la création de la taxe carbone déplace la charge fiscale des entreprises vers les ménages.

Une véritable fiscalité écologique devrait au contraire supprimer les niches fiscales absurdes dont bénéficient le gazole, le kérosène des avions et les agrocarburants. La deuxième consisterait à durcir le malus et resserrer l'assiette du bonus lors des achats de voitures. Et de supprimer le «superbonus» sur les voitures électriques individuelles. Or, le Gouvernement vient d'annoncer le contraire. Une tarification sociale progressive de l'énergie pourrait aussi permettre d'envisager la gratuité des premières tranches de consommation tout en renchérissant le mésusage et les consommations abusives. Enfin, il faut non seulement abroger le bouclier fiscal mais aussi introduire un Revenu Maximum Autorisé, parce que la sur-accumulation de richesses dans les mains de quelques-uns aux goûts de luxe ostentatoire est un scandale pour la dignité humaine de ceux qui n'ont même pas le minimum vital, mais aussi une source inadmissible de gaspillage.

Mais la fiscalité ne peut pas être la seule réponse politique à l'urgence écologique. Au laissez-faire libéral, comme au mythe du marché régulé, nous opposons la volonté politique. Les seules mesures incitatives avancées par le gouvernement ne suffiront pas pour stopper à temps la marche du capitalisme au désastre écologique. La planification écologique doit être l'instrument pour organiser la bifurcation vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. De telles ruptures avec le capitalisme ne seront pas possibles sans une large implication populaire. La planification écologique devra ainsi être élaborée démocratiquement avec des objectifs clairs de réduction de la consommation d'énergie et de l'utilisation des ressources de la planète.

Cette planification doit être l'œuvre de l'Etat et des collectivités territoriales, en particulier à travers des contrats Etat-Régions garantissant l'égalité des citoyens devant cette révolution écologique. Elle devra assumer la sortie du libre échange, permettant de relocaliser des pans entiers de la production en créant des emplois, de l'agro-alimentaire au textile en passant par l'électronique, aujourd'hui largement délocalisés. Elle doit organiser la conversion thermique des bâtiments et stopper l'étalement urbain. Elle devra financer en priorité les transports collectifs, le transfert du fret de la route vers le rail, les voies navigables, le cabotage... Elle passe enfin par la réappropriation publique de l'énergie (EDF-GDF et Total) que le marché pousse actuellement à la surproduction et à la surconsommation en le détournant de sa mission de service public. Des mesures qui supposent de remettre en cause l'ouverture à la concurrence dans les transports et l'énergie qui a conduit à une véritable anarchie marchande au détriment de toute vision de long terme.

La bataille contre l'effet de serre ne peut se réduire à la somme des modifications de comportements individuels. Elle ne pourra être remportée sans assumer des ruptures avec le capitalisme et le productivisme. Elle met à l'ordre du jour un véritable changement de modèle de société et le retour à l'action des pouvoirs publics, au service de l'intérêt général.»

